

OBSERVATOIRE « HOMMES-MILIEUX »
Littoral méditerranéen



PSYCOM-RELOC

**PRISE EN COMPTE DES FACTEURS PSYCHOLOGIQUES POUR MIEUX
COMMUNIQUER ET RENFORCER L'ACCEPTABILITE DES POLITIQUES DE
RELOCALISATION FACE A LA MONTEE DU NIVEAU DE LA MER**

Rapport final

Mars 2016

Responsable scientifique

Hélène REY-VALETTE et Cécile BAZART

Unité LAMETA Montpellier
helene.rey-valette@umontpellier.fr

Sommaire

Sommaire	2
Résumé succinct du projet	3
1. Informations générales concernant le projet.....	4
2. Contexte problématique	4
3. Méthodologie	5
4. Résultats	9
5. Discussion	21
Conclusion	23
Bibliographie.....	24

Résumé succinct du projet

L'adaptation à la montée du niveau de la mer est un enjeu déterminant pour les territoires littoraux, du fait de l'accroissement des risques d'érosion et de submersion marine que ce phénomène va entraîner. Face à ces perspectives, des mesures de relocalisation visant à déplacer les enjeux en front de mer sont prônées pour réduire leur vulnérabilité et faciliter le maintien des plages. Cependant, ces mesures se heurtent à d'importants problèmes d'acceptabilité, tant par les résidents, attachés à leurs biens et aux aménités liées à la proximité des plages, que par les élus, démunis en termes d'ingénierie et réticents face à l'opposition des propriétaires concernés. La solution du laisser-faire est tentante, malgré d'importants effets pervers à moyen terme sur le patrimoine immobilier des habitants (perte de valeur foncière) et l'attractivité des territoires (friches touristiques). Ces contraintes d'acceptabilité génèrent d'importantes oppositions qui nuisent à l'efficacité des actions de communication ou de sensibilisation, d'autant qu'il s'agit d'anticiper des risques futurs qui, résultant de l'impact du changement climatique, peuvent faire l'objet de controverses et de déni.

Dans ce contexte ce projet vise à étudier les conditions de communication favorables à la mise en œuvre de ces politiques de relocalisation en mobilisant les connaissances psychologiques relatives à la perception des messages et aux contextes de risque. Plus précisément, il s'agit de construire et tester un cadre d'analyse et d'enquête qui permette d'identifier les variables à prendre en compte pour qu'une campagne en faveur de la relocalisation soit efficace. Les premiers traitements descriptifs ont été réalisés, mais l'exploitation de l'enquête n'est pas terminée. On observe comme c'était attendu une faible acceptabilité des politiques de relocalisation. Quelques pistes apparaissent néanmoins à ce stade, qui tendent à montrer une légère différence entre une communication fondée sur l'humour, qui incite plus à l'attention et la vigilance et une communication fondée sur des photos de tempête qui inspire plus souvent des émotions liées à la peur.

Mots clés : Acceptabilité, perception, submersion marine, relocalisation, communication

1. Informations générales concernant le projet

Responsable(s) scientifique(s)

Hélène REY-VALETTE

LAMETA, Faculté d'Economie, Av. R. Dugrand 34000 Montpellier

Tel : 04 34 43 25 08 ; Mail : helene.rey-valette@umontpellier.fr

Nom-Prénom	Fonctions et laboratoire	Spécialité
Rey-Valette Hélène	MCF - Université de Montpellier LAMETA	Economie des risques côtiers
Lautrédou-Audouy Nicole	IR CNRS, LAMETA	Environnement, Enquête et traitement de données
Bazart Cécile	MCF - Université de Montpellier LAMETA	Economie comportementale et psychologie environnementale
Péguet Chloé	Stagiaire Master 2 (6 mois)	Evaluation économique
Heurtefeux Hugues (*)	Directeur Equipe Littoral EID Méditerranée	Géographie des risques littoraux
Blanc Nathalie	Professeure - Université Paul Valéry Montpellier EPSYLON	Psychologie de la communication sur les risques

(*) Lors de la demande Camille André devait participer au projet mais sa mutation à Bordeaux n'a pas permis de le mobiliser.

Temporalité

Date de début des travaux : Avril 2015

Date de fin des travaux pour la rédaction du rapport : Mars 2016

Poursuite de l'étude en cours : Oui

Demande de soutien financier à l'OHM pour l'année 2016 : Non

2. Contexte problématique

L'adaptation à la montée du niveau de la mer est un enjeu déterminant pour les territoires littoraux, du fait de l'accroissement des risques d'érosion et de submersion marine que ce phénomène va entraîner. Face à ces perspectives, les doctrines relatives à la gestion des risques littoraux évoluent, au profit de mesures d'accommodement, axées sur la réduction de la sensibilité au risque (vivre avec le risque), ou de relocalisation des activités et des biens (MEDDE, 2012)¹. La logique des mesures de relocalisation est de déplacer les enjeux en front de mer afin de restaurer à leur place des plages et cordons dunaires servant de protections naturelles plus résilientes vis-à-vis des zones urbanisées. Cependant, malgré leur intérêt à moyen terme, ces mesures de relocalisation, même ponctuelles, se heurtent à leur très faible acceptabilité, aussi bien par les résidents, qui sont attachés à leurs biens et aux aménités qu'ils en retirent, que par les élus, souvent démunis face à l'importance de ces projets, notamment en termes d'ingénierie foncière et financière et à l'opposition des propriétaires concernés. La solution du laisser-faire est tentante, bien qu'elle ait d'importants effets pervers à moyen terme sur le patrimoine immobilier (perte de valeur foncière) et l'attractivité des territoires (friches touristiques). Cette question de l'acceptabilité est complexe. Elle dépend de critères sociodémographiques (âge, revenu, formation), de l'attachement et de l'expérience du risque ainsi que des zones de relocalisation

¹ En 2012, le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie a lancé un appel à projet pour expérimenter la relocalisation. Cinq territoires ont été retenus : Ault (Picardie), Petit Bourg (Guadeloupe), Hyères (Var), Vias (Hérault) et un groupe de trois communes proposées par le GIP littoral aquitain : Lacanau (Gironde), Labenne (Landes) et la Teste de Buch (Gironde).

(distance, opportunités d'emploi). Au niveau socio-politique, ce sont les questions de gouvernance qui sont mentionnées, notamment la confiance dans l'institution porteuse du projet, le pilotage et l'adaptation des planifications territoriales, mais aussi le niveau d'information et de concertation (Myatt et *al.*, 2003 ; French, 2006 ; Hurlimann et *al.*, 2014). Ainsi, les travaux s'accordent à montrer l'importance de l'information, issue de l'expérience ou de la formation, sans pour autant s'interroger sur le contenu de cette information et les formes de communication qui doivent être adoptées.

Les enquêtes mettent le plus souvent l'accent sur l'attachement individuel aux biens ou aux aménités et beaucoup moins sur les formes de communication les plus adaptées pour renforcer l'acceptabilité de ces mesures. En effet, les élus redoutent de s'engager dans une action de communication, dont ils pressentent un impact très limité voire contradictoire, tandis que les usagers s'avèrent peu réceptifs voire adoptent d'emblée une attitude négative, dès lors qu'ils ressentent que leur jouissance des sites côtiers est menacée.

Dans ce contexte, l'objectif de ce projet de recherche est d'étudier les conditions de communication favorables à la mise en œuvre de ces politiques de relocalisation en s'appuyant sur les connaissances issues de la psychologie. L'approche psychologique des phénomènes de communication est au cœur de nombre de travaux qui ont pour avantage de nous renseigner sur les caractéristiques à privilégier pour favoriser l'efficacité d'une campagne d'information, qu'elle soit à visée commerciale ou préventive (Blanc et Vidal, 2009). Le recours aux émotions négatives est problématique (Witte et Allen, 2000 ; Ruiter, et *al.*, 2001) et engendre toutes sortes de stratégies de résistance à la persuasion chez l'individu qui se sent menacé par le message. Plus récemment, l'intérêt d'utiliser des émotions positives en communication (et notamment l'humour) a été démontré et constitue une piste à privilégier pour favoriser non seulement l'adhésion des individus au message, mais également sa mémorisation et sa propagation (Blanc et Brigaud, 2013; Campo et *al.* 2013). L'introduction des dimensions psychologiques doit permettre d'analyser les motivations intrinsèques des individus et plus généralement tout ce qui relève des mécanismes cognitifs expliquant leurs décisions et leurs comportements. A travers des visuels contrastés, il s'agit de provoquer chez les enquêtés des émotions positives et négatives au sujet de la relocalisation pour caractériser leurs ressentis et identifier ainsi les modalités de communication et de sensibilisation les plus favorables. Outre l'attachement, les politiques de relocalisation se heurtent au fait qu'il s'agit d'anticiper des risques futurs et d'adopter une nouvelle logique visant à ne plus lutter contre la nature. Ces facteurs induisent des biais spécifiques qui renforcent les résistances des individus, et que l'on observe aussi dans le domaine de la santé où peu d'individus s'avèrent capables d'anticiper en modifiant leurs comportements en vue d'effets bénéfiques futurs (tabagisme par exemple).

3. Méthodologie

Une enquête de perception a été réalisée auprès des résidents principaux et secondaires des quatre principales communes du golfe d'Aigues-Mortes : Palavas-les-Flots, Carnon, La Grande-Motte et Le Grau-du-Roi. Il s'agit d'une enquête exploratoire menée auprès de 198 personnes réparties de façon équilibrée entre les communes (tableau 1) et visant à tester le protocole avant de l'étendre à un échantillon plus large. Ainsi une enquête en ligne initiée en décembre 2015 est en cours à l'échelle nationale.

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon enquêté par communes

	Nb	%.
Palavas	46	23%
Carnon	49	25%
Grande Motte	50	25%
Grau du roi	53	27%
Total	198	100%

Source : enquête LAMETA 2015

3.1. Rappels sur la zone d'enquête

Le golfe d'Aigues-Mortes constitue une zone très exposée à l'érosion et la submersion marine et démographiquement très attractive du fait de la proximité de Montpellier, qu'il s'agisse du développement de l'urbanisation ou de la fréquentation des plages par les excursionnistes ou les touristes. Plusieurs opérations exemplaires d'aménagement ont eu lieu : un rechargement massif des plages en 2008 et récemment la suppression de la route longeant les plages du petit travers au bénéfice de la restauration des dunes et d'un aménagement de la fréquentation.

Rechargement massif de la plage du petit travers en 2008	Plage du petit travers après la suppression de la route de front de mer, la restauration des dunes et l'aménagement de sentiers piétonniers
	

Photo CG34

Les communes enquêtées sont représentatives d'anciennes communes balnéaires souvent très familiales et de nouvelles stations créées dans les années soixante-dix lors de l'aménagement touristique de la région (mission Racine 1963-1983).

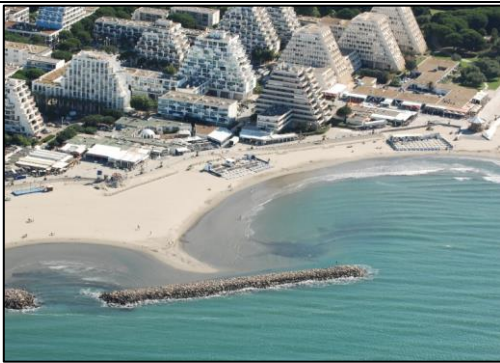
Palavas-les-Flots	Grau-du-Roi
	
Nombre d'habitants : 6 106 habitants Revenu fiscal moyen : 18 687€ Nombre de résidences secondaires 55%	Nombre d'habitants : 8 498 habitants Revenu fiscal moyen : 18 491€ Nombre de résidences secondaires : 80%
Carnon	La Grande Motte
	
Nombre d'habitants 16 786 habitants Revenu fiscal moyen 21 035€ Nombre de résidences secondaires 29%	Nombre d'habitants 8 509 habitants Revenu fiscal moyen 19 928 € Nombre de résidences secondaires 74%

Photo EID-MED

3.2. Elaboration du questionnaire

Avant d'établir le questionnaire nous avons étudié la littérature spécialisée sur les questions de communication relative aux risques et réalisé une enquête auprès de quelques parties prenantes dans des communes de l'arrière-pays, soumises à des inondations récurrentes. Cette enquête préalable visait à établir un retour d'expérience sur les programmes de prévention et de communication afin d'identifier les modalités de communication en matière de prévention (mode de communication, efficacité) et les possibilités de transposition au risque de submersion, et aux politiques de relocalisation. Quelques entretiens semi-directifs (de 20 mn à 1 heure) ont ainsi été réalisés durant le mois de mai 2015 avec des gestionnaires du risque inondation. Ils ont été réalisés sur rendez-vous, principalement en face-à-face auprès des Directeurs Généraux de Services ou des chargés d'urbanisme des communes sélectionnées ainsi que quelques particulier et commerçants (cf. liste des personnes enquêtées en annexe)².

Le questionnaire d'enquête pour les communes du golfe d'Aigues-Mortes comprenait huit modules et 91 questions (cf. tableau).

Module	Thématiques ciblées	Nombre de questions
1	Questions préalables sur le lieu de résidence	5
2	Perception du changement climatique	10
3	Perception de la submersion marine	6
4	Perception des politiques de gestion	7
5	Confiance dans les institutions de gestion	12
6	Sensibilité à l'environnement	11
7	Perception des modes de communication	17
8	Profil sociodémographique	23
Total		91

La majorité des questions impliquait d'exprimer son accord ou son désaccord soit selon une échelle de type Likert (en quatre points allant de tout à fait d'accord à pas du tout d'accord) soit selon une échelle décimale associée à une échelle Likert pour faciliter le positionnement

Totalement d'accord	Tout à fait d'accord		Plutôt d'accord		Plutôt pas d'accord		Pas du tout d'accord		Totalement opposé
10	9	8	7	6	5	4	3	2	1

De façon à tester notre hypothèse sur l'existence d'une différence de perception des messages selon qu'ils sont portés par une communication humoristique ou angoissante, le module relatif à la communication visait à identifier les différences de perception et d'émotion des enquêtés selon qu'on leur présentait successivement une affiche comportant une photo et un texte humoristique ou une photo angoissante de tempête atteignant les maisons situées en première ligne (cf. encart).

² Il ressort de ces entretiens que la communication s'effectue principalement affiches, articles dans les bulletins municipaux, et informations sont sur le site de la commune avec peu de réunions publiques (hormis lors des PPRi). On a une culture et une mémoire des crues mais aussi des contestations sur le tracé des zones inondables lors du PPRi. Malgré cette culture du risque, les épisodes de crues sont éprouvants et pour les sites très exposés, la faculté de chacun à remettre en état les locaux est parfois difficile, malgré la solidarité des autres habitants. Un des enquêtés évoque des cas de dépression tandis que la principale crainte, après les risques de décès, est relative à la perte de valeur immobilière des biens.

Visuel angoissant	Visuel Humoristique
Programme adaptation Changement climatique  Adaptez votre commune à la montée du niveau de la mer en relocalisant les habitations les plus vulnérables  <i>Tempête Languedoc Roussillon 2013</i>	Programme adaptation Changement climatique  Adaptez votre commune à la montée du niveau de la mer en relocalisant les habitations les plus vulnérables  Je comprends mieux le prix d'achat très bas de ma résidence...

La passation de l'enquête a mobilisé deux enquêtrices durant les mois de mai et juin 2015. Elle s'est déroulée en face-à-face sur les plages ou au domicile des enquêtés. Le questionnaire était administré en deux temps :

- la première partie était auto-administrée en présence de l'enquêtrice,
- la deuxième phase relative au module sur la communication et les profils des enquêtés était ensuite réalisée par l'enquêtrice.

3.3. Traitements statistiques

Les données ont été saisies avec le logiciel Sphinx et seule l'exploitation descriptive sous forme d'histogrammes a été réalisée. Des traitements ultérieurs permettront de rechercher les corrélations entre variables pour explorer l'existence de profils de comportement particuliers.

3.4. Profil sociodémographique de l'échantillon

On observe une légère sur représentation des femmes (61%) au sein des enquêtés, qui sont majoritairement mariés (70%). Il s'agit pour plus de la moitié (55%) de résidents principaux des communes enquêtées, les résidents secondaires habitant pour 27% dans des communes proches et de 19% hors du Gard et de l'Hérault. Il s'agit majoritairement (83%) de propriétaires. L'âge moyen est élevé (60 ans avec une médiane à 62 ans), ce qui est souvent le cas dans les communes littorales. Il s'en suit une proportion très importante de retraités (56%) et très faible des autres catégories d'inactifs (étudiants et chômeurs). On observe un niveau de formation.

Tableau 2 : Distribution des enquêtés en fonction de leur niveau de formation

Aucun/BEP/CAP	32%
BAC à Bac + 2	43%
BAC+3 et plus	26%
Total	100%

Source : enquête LAMETA 2015

Tableau 3 : Distribution des enquêtés en fonction de la catégorie socioprofessionnelle

	Echantillon	Hérault
Agriculteur et Artisan	10%	5,2%
Cadre	13%	6,5%
Prof Intermédiaire	6%	11,5%
Employé et Ouvrier	13%	26,6%
Retraité	56%	22,9%
Etudiant	3%	27,4%
Chômeur	2%	
Total	100%	100%

Source : enquête LAMETA 2015

Enfin on note aussi un niveau relativement haut de revenus mensuels des ménages enquêtés et une répartition assez équilibrée entre les positions politiques des enquêtés.

Tableau 4 : Distribution des enquêtés en fonction du niveau de revenu

Revenu	Nb	%	Revenu	Nb	%
< 1000	7	4%	2000-3000	52	26%
1000-1500	26	13%	3000-4500	60	30%
1500-2000	29	15%	>4500	24	12%

Source : enquête LAMETA 2015

Tableau 5 : Concernant l'appartenance politique des enquêtés

Gauche					Droite				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
3%	4%	9%	7%	12%	6%	9%	11%	5%	11%
35%					42%				
Sans opinion				14%	Ne sait pas				9%

Source : enquête LAMETA 2015

4. Résultats

4.1. Formes d'habitat et attachement au littoral

La quasi-totalité des personnes enquêtées (91%) réside à titre principal ou secondaire dans un quartier situé à proximité de la mer et elles ont majoritairement répondu que la proximité de la mer avait eu un rôle déterminant dans le choix de l'habitation (44% avec une note de 10 et 81% avec une note de 8 à 10).

Tableau 6 : Importance de la proximité de la mer sur choix du lieu de résidence

Note	%
0	5%
1-2	2%
5	5%
6-7	8%
8	26%
9	11%
10	44%

Source : enquête LAMETA 2015

Tableau 7 : Nombre d'années de résidence dans le quartier et dans l'habitation

	Quartier	Habitation
Moins de 10 ans	29%	30%
De 10 à 19	25%	29%
De 20 à 29	22%	18%
30 ans et plus	24%	23%
Moyenne	20 ans	19 ans
Médiane	16,5 ans	15 ans

Source : enquête LAMETA 2015

L'importante stabilité dans le lieu de résidence que ce soit leur quartier ou leur habitation avec respectivement 46% et 41% qui y résident depuis plus de 20 ans est un facteur explicatif de

l'attachement au lieu. Ainsi ils sont 55% à déclarer qu'ils ne déménageraient jamais (24%) ou seulement dans des circonstances exceptionnelles (31%) et seulement 10% pour qui cette perspective est envisagée. En termes de réseaux sociaux un peu moins d'un quart (24%) des enquêtés déclarent avoir de la famille dans le même quartier et 45% de nombreux ou très nombreux amis.

4.2. Perception du changement climatique et l'environnement

Nous avons d'abord interrogé les enquêtés quant à leur sentiment relatif à l'inquiétude des citoyens par rapport au futur de l'environnement ou à la montée du niveau de la mer. Ils s'accordent globalement à constater une surévaluation des problèmes : 66% pensent que les gens s'inquiètent trop pour l'environnement et un peu moins (52%) pour la montée du niveau de la mer.

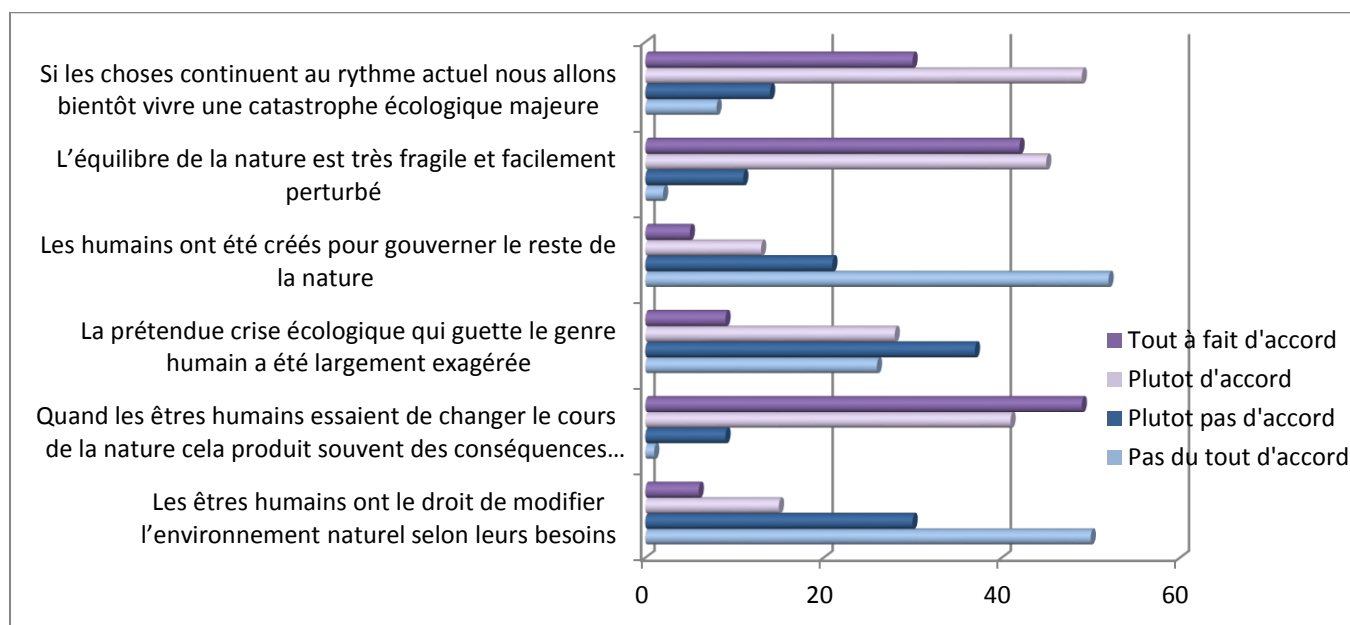
Tableau 8 : Perception par rapport au futur de l'environnement et à la montée du niveau de la mer

Inquiétude trop forte sur le futur de l'environnement				Inquiétude trop forte sur la montée du niveau de la mer			
Pas du tout d'accord	24%	Plutôt d'accord	41%	Pas du tout d'accord	22%	Plutôt d'accord	36%
Plutôt pas d'accord	20%	Tout à fait d'accord	15%	Plutôt pas d'accord	26%	Tout à fait d'accord	16%
Total	44%	Total	66%	Total	48%	Total	52%

Source : enquête LAMETA 2015

De façon à mieux caractériser leur perception de l'environnement nous avons ensuite repris six des quinze questions de la NEPS (Dunlap et *al.*, 2000) visant à mesurer les attitudes environnementales, à partir de la transposition française faite par Schleyer-Lindenmann et *al.* (2014). La figure 1 présente les résultats. Globalement on observe une sensibilisation forte pour les valeurs environnementales à l'exception de la question de l'exagération de la crise écologique où plus d'un tiers des enquêtés (37%) pense qu'il existe une exagération de la crise.

Figure 1 : Attitudes environnementales à partir de la transposition française de la NEPS



4.3. Perception des risques de submersion

La perception des risques de submersion témoigne d'une proportion assez forte de « climato sceptiques » (20%), qu'il conviendra de mieux caractériser. De même ils ne sont qu'un peu plus d'un tiers (37%) à accepter l'idée qu'on ne peut pas lutter contre la montée du niveau de la mer et seulement un quart (24%) à envisager sérieusement la possibilité de vivre dans des maisons sur pilotis.

Tableau 9 : Perception des enquêtés sur les risques de submersion

Il va falloir l'envisager dans les dix ans	42%
Il va falloir l'envisager mais après ces dix ans	27%
La montée ne sera pas importante ou les prévisions ne sont pas prouvées	20%
Ne sais pas	12%

Source : enquête LAMETA 2015

Tableau 10 : Sentiment sur la lutte contre la montée du niveau mer et les maisons sur pilotis

	Impossibilité de lutter contre la montée de la mer		Possibilité de vivre dans des maisons sur pilotis	
0 à 4	23%	23%	33%	33%
5	15%	42%	13%	45%
6-7	27%		32%	
8	13%	37%	8%	24%
9	8%		5%	
10	16%		11%	
Moyenne	6,5		5,7	

Source : enquête LAMETA 2015

Concernant les craintes par rapport aux effets de la submersion marine, les risques relatifs aux vies humaines arrivent en premier, alors que les probabilités d'occurrence sont très faibles, tandis que la perte de valeur immobilière n'est mentionnée que par un quart des enquêtés.

Tableau 11 : Perception des craintes vis-à-vis des effets des submersions

	Choix 1	Choix 2	Moyenne
Peur pour leur vie ou celle de leur famille	34%	4%	19%
Perte de valeur Immobilière des habitations	25%	20%	22%
Dégâts dans les habitations	16%	24%	20%
Augmentation de l'Impôt	5%	15%	10%
Perte eau, électricité	4%	5%	4%
Augmentation Assurance	3%	10%	7%
Dépression stress	2%	3%	2%
Aucun	13%	1%	7%
Ne sais pas	0%	16%	8%
Total	100%	100%	100%

Source : enquête LAMETA 2015

Concernant leur comportement par rapport aux alertes météo (en cas d'alertes rouges), plus des deux tiers des enquêtés affirment être attentifs (91%), voire angoissés (6%) avec cependant (20%) qui ne changent pas pour autant leur comportement. Dans ces situations près des trois quart (72%) recherchent de l'information en consultant le site de Météo France.

Tableau 12 : Comportement lors des alertes rouges météo

	Nb	%
Je suis attentif et j'en tiens compte	140	71%
Je suis attentif mais je ne change pas mes habitudes	40	20%
Je suis attentif et angoissé	11	6%
Non je n'écoute pas	7	4%
Total	198	100%

Source : enquête LAMETA 2015

4.4. Perception des politiques de relocalisation

Les questions sur la perception de la relocalisation étaient introduites par une question visant à hiérarchiser les types de politique de gestion de la submersion qui leur paraissaient les plus adaptées, chacune des options étant illustrées par une photo de façon à s'assurer de leurs connaissances.

Tableau 13 : Perception des types de politiques les plus appropriées face à la montée de la mer

	Nb	%
Brise lame	92	47%
Digue	62	31%

Relocalisation	31	16%
Pilotis	13	7%
Total	198	100%

Source : enquête LAMETA 2015

Les enquêtés devaient ensuite se prononcer pour savoir s'ils avaient le sentiment que leurs préférences quant aux politiques de gestion face à la montée du niveau de la mer étaient partagées par les autres citoyens et par les élus. Les enquêtés ont assez peu le sentiment que leur préférences sont partagées surtout vis-à-vis des autres citoyens avec près d'un tiers (31%) et moins d'un cinquième (16%) qui ont donné des notes supérieures à la moyenne respectivement par rapport aux autres habitants et aux élus. L'importance des notes moyennes témoigne de difficultés à se situer.

Tableau 14 : Perception du degré de convergence entre les préférences individuelles des enquêtés et celles des autres habitants et des élus locaux

	Degré de convergence avec l'avis des autres habitants				Degré de convergence avec l'avis des élus		
	Nb	%	cumul		Nb	%	cumul
0	-	0%	9%		1	1%	13%
1	8	4%			16	8%	
2	10	5%			8	4%	
3	9	5%	16%		19	10%	19%
4	22	11%			18	9%	
5	90	46%	46%		105	53%	53%
6	26	13%	20%		18	9%	13%
7	13	7%			8	4%	
8	13	7%	9%		5	3%	3%
9	4	2%			0	0%	
10	3	2%	2%		0	0%	0%
Total	198	100%	100%		198	100%	100%
Moyenne		5,1				4,5	

Source : enquête LAMETA 2015

Concernant le devenir des plages, les enquêtés sont majoritairement enclins à les protéger car elles constituent un patrimoine important mais près de la moitié (48%) s'interrogent sur le fait qu'elles pourraient être submergées et que les protéger peut s'avérer inutile.

Tableau 15 : Perception globale du devenir des plages

	Moyenne	1 à 3	4 à 6	7 à 9	10
Les plages font partie de notre patrimoine naturel et elles doivent être préservées pour les générations à venir	9,5	1%	2%	20%	77%
Il est inutile de protéger les plages car tôt ou tard elles seront submergées par la mer	3,9	52%	35%	6%	7%

Source : enquête LAMETA 2015

Les sentiments générés par les politiques de relocalisation témoignent d'un gradient relativement équilibré avec cependant une supériorité des aspects positifs avec 43% des enquêtés contre 34% qui les perçoivent comme une menace ou un préjudice.

Tableau 16 : Ressentis des Enquêtés face à une politique de Relocalisation

Opportunité	16%	Espoir	27%	Utopie	23%	Menace	9%	Préjudice	25%
Vision positive 43%						34%			

Source : enquête LAMETA 2015

Concernant leur sentiment par rapport à la relocalisation des biens dans les zones très exposées, on observe une assez forte adhésion avec 49% des enquêtés qui ont donné une note supérieure à la moyenne et 19% qui sont totalement d'accord (note de 10).

Tableau 17 : Adhésion des Enquêtés à la relocalisation des biens très exposés

	Nb	%	cumul
1	9	4%	13%
2	7	3%	
3	11	6%	
4	6	3%	38%
5	29	15%	
6	40	20%	
7	31	16%	30%
8	15	8%	
9	12	6%	
10	38	19%	19%
Total	198	100%	
Moyenne		6,52	

Source : enquête LAMETA 2015

La mise en œuvre d'un politique de relocalisation est perçue comme une action courageuse par 59% des enquêtés, qui perçoivent ainsi les difficultés d'acceptabilité de ce type de mesure. Il convient de souligner que seulement 40% des répondants ont le sentiment que leur habitation pourrait être concernée par des mesures de relocalisation.

Tableau 18 : Perception du caractère courageux des élus mettant en œuvre une relocalisation

	Nb	%	cumul
1	9	5%	12%
2	4	2%	
3	9	5%	
4	4	2%	30%
5	24	12%	
6	31	16%	
7	44	22%	41%
8	20	10%	
9	17	9%	
10	36	18%	18%
Total	198	100%	
Moyenne		6,8	

Source : enquête LAMETA 2015

Plusieurs questions visaient à préciser les sentiments des enquêtés par rapport à la relocalisation. Ils sont 46% à penser que du fait des coûts on ne peut pas envisager une relocalisation généralisée de tous les enjeux (moyenne 6,5) et 51% considèrent que ces politiques seraient une opportunité pour l'emploi dans le bâtiment et les travaux publics. La perception de l'efficacité de la relocalisation est mitigée avec une moyenne de 6,1, même si 62% ne partagent pas le sentiment que la relocalisation ne permettra pas d'atteindre les objectifs escomptés. Cependant ils ne sont que 38% à être d'accord avec le fait que la relocalisation serait une opportunité pour repenser la ville et pour près de la moitié (47%) ils sont conscients qu'il serait vain de soutenir la relocation si ceux qui sont aussi concernés ne font pas de même. Cependant les enquêtés sont majoritairement (81%) pour chercher à anticiper et contre le fait de « laisser-faire » et de « s'adapter au fur et à mesure ».

Tableau 19 : Perception globale des politiques de relocalisation

	Moyenne	1 à 3	4 à 6	7 à 9	10
On ne peut pas relocaliser tous les enjeux cela coûterait trop cher	6,5	11%	43%	27%	19%
La relocalisation créerait des emplois dans le bâtiment et les travaux publics	6,5	10%	39%	38%	13%
Il est vain que je soutienne la relocation si ceux qui sont aussi concernés ne font pas de même	6,2	17%	36%	29%	18%
Je pense que la relocalisation ne permettra pas d'atteindre les objectifs escomptés	6,1	10%	52%	34%	14%
La relocalisation serait une opportunité pour repenser la ville	5,7	22%	40%	27%	11%
Je pense qu'il est inutile de chercher à anticiper, il vaut mieux laisser faire et s'adapter au fur et à mesure	4,1	49%	32%	15%	5%

Enfin on observe une faible propension à accepter de payer des impôts pour protéger le littoral (31% seulement y sont favorables) et encore plus faible pour financer les relocalisations (12%) qui coûteraient plus cher.

Tableau 20 : Volonté de contribuer au financement de la protection du littoral

	Moyenne	1 à 3	4 à 6	7 à 9	10
Je suis prêt à payer plus d'impôts pour protéger le littoral	5,5	18%	51%	24%	7%
Je suis prêt à payer plus d'impôts pour financer les relocalisations	3,7	46%	42%	11%	1%

45. Confiance dans les institutions

Parmi les facteurs explicatifs de l'adhésion à des politiques de relocalisation, la confiance dans les institutions porteuses de cette politique est souvent citée comme un facteur déterminant de l'acceptabilité. Nous avons voulu mesurer cette confiance en détaillant les différents aspects qu'elle peut recouvrir. En premier lieu les enquêtés devaient hiérarchiser les critères de confiance qui leur semblaient les plus importants. Il apparaît que c'est la compétence technique qui est le critère le plus choisi (58% en priorité n°1 et 36% en moyenne des deux premières priorités). La transparence et la crédibilité sont ensuite évoquées comme première priorité, tandis que lorsqu'on fait la moyenne des deux priorités c'est la concertation qui est le plus souvent citée en 2° priorité et qui occupe la seconde place (34%). Dans tous les cas la justice et la proximité des élus interviennent peu.

Tableau 21: Hiérarchisation des facteurs motivant la confiance dans les institutions de gestion

	Priorité 1		Priorité 2		Moyenne 1 et 2	
	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%
Technique	114	58%	27	14%	141	36%
Transparence	31	16%	42	21%	73	18%
Crédibilité	23	12%	34	17%	57	14%
Concertation	14	7%	68	34%	82	21%
Justice	10	5%	18	9%	28	7%
Proximité Elu	6	3%	9	5%	15	4%
Total	198	100%	198	100%	396	100%

Source : enquête LAMETA 2015

L'opinion sur la mise en œuvre des politiques actuellement menée à propos de la gestion traditionnelle du trait de côte (hors relocalisation) est ensuite abordée à partir de plusieurs critères et témoigne d'une opinion plutôt négative avec des scores inférieurs à la moyenne, notamment pour le caractère concerté qui est le plus faible.

Tableau 22 : Perceptions des Enquêtés sur les politiques actuelles concernant la submersion

	Efficacité des mesures réalisées		Poursuite de l'intérêt collectif		Compétences des institutions		Concertation avec la population		Distorsion des faits pour appuyer les politiques	
1	10%	29%	7%	25%	6%	22%	17%	39%	4%	12%
2	10%		7%		9%		10%		4%	
3	9%		11%		7%		12%		4%	
4	11%	61%	8%	50%	6%	61%	16%	55%	4%	35%
5	30%		25%		34%		27%		22%	
6	20%		17%		21%		12%		9%	
7	4%	10%	12%	23%	8%	16%	3%	6%	19%	39%
8	4%		9%		6%		3%		16%	
9	2%		2%		2%		0%		4%	
10	1%	1%	4%	4%	2%	2%	1%	1%	15%	15%
Total	100%		100%		100%		100%		100%	
Moyenne	4,59		5,13		4,99		3,91		6,45	

Interrogé sur l'intégration des risques dans les politiques d'urbanisation, moins d'un cinquième des enquêtés (18%) a donné un score supérieur à 6 avec une moyenne à 4,28 qui atteste d'un sentiment d'insatisfaction à cet égard.

Tableau 23 : Perceptions de l'intégration des risques côtiers dans l'urbanisme.

	Nb	%	cumul		Nb	%	cumul
1	19	10%	38%	7	21	11%	15%
2	29	15%		8	3	2%	
3	25	13%		9	3	2%	
4	28	14%	47%	10	5	3%	3%
5	54	27%		Total	198	100%	
6	11	6%		Moyenne		4,28	

Source : enquête LAMETA 2015

Tableau 24 : Perceptions du caractère juste de l'utilisation des fonds publics pour les politiques d'adaptation

	Nb	%	cumul		Nb	%	cumul
1	16	8%	21%	7	16	8%	21%
2	9	5%		8	17	9%	
3	15	8%		9	7	4%	
4	19	10%	57%	10	6	3%	3%
5	71	36%		Total	198	100%	
6	22	11%		Moyenne		5,12	

Source : enquête LAMETA 2015

Enfin nous avons exploré le sentiment des enquêtés quant au fait que les pouvoirs publics informaient suffisamment la population à propos de plusieurs points relatifs aux politiques menées. Là encore les moyennes observées dénotent du fait que les enquêtés estiment que l'information donnée est insuffisante avec des scores assez voisins.

Tableau 25 : Perceptions du niveau d'information donné par les pouvoirs publics

	Moyenne
Sur les mesures alternatives	3,96
Sur les coûts	4,14
Sur l'efficacité des mesures	4,19
Sur la probabilité du risque	4,45

Source : enquête LAMETA 2015

Concernant l'appréciation du risque de montée du niveau de la mer, les enquêtés font majoritairement confiance aux scientifiques, puis en seconde priorité aux informations données par les associations de défense de l'environnement ou par leur commune. On observe qu'ils sont très peu nombreux (8%) à avoir participé à des enquêtes publiques dans leur commune sur ce thème et près d'un tiers (34%) à avoir déjà recherché des informations sur ce sujet.

Tableau 26 : Confiance quant aux sources d'information sur le risque de montée du niveau de la mer

	Priorité N°1	Priorité N°2
Aux scientifiques	84%	8%
À vos connaissances	4%	7%
Aux informations données par votre commune	3%	26%
Aux associations environnementales	4%	37%
À votre entourage	2%	3%
Aux médias	0%	4%
Ne sais pas	3%	15%
Total		

Source : enquête LAMETA 2015

4.6. Impact des formes de communication

Comme nous l'avons précisé dans le point méthodologique, les visuels fondés sur une communication humoristique ou angoissante ont été présentés successivement aux enquêtés pour évaluer l'impact des types de messages. 53% des enquêtés ont eu le visuel représentant la tempête (communication angoissante) en premier et 47% celui humoristique en premier. Il s'agit en premier lieu de mesurer l'impact des visuels présentés sur l'acceptabilité de la relocalisation en reposant trois questions déjà posées juste après la présentation du visuel. La comparaison globale des scores moyens tend à montrer un léger impact des deux visuels concernant le courage des élus ou la volonté de participer au financement sans que l'on puisse distinguer de différences selon le type de visuel.

Tableau 27 : Mesure des différentiels de perception après les visuels de communication

	Visuel angoissant		Visuel humoristique	
	Avant (*)	Après	Avant (*)	Après
Etes-vous pour la relocalisation des habitations les plus menacées par le risque submersion	6,4	6,7	6,6	6,3
Trouvez-vous courageux pour un élu de se lancer dans une politique de relocalisation?	6,9	7,1	6,7	6,8
Etes-vous prêts à payer plus d'impôts pour financer la politique de relocalisation ?	3,8	4,6	3,7	4,6

Source : enquête LAMETA 2015 (*) Les moyennes ont été recalculées par sous échantillons pour mieux apprécier les écarts

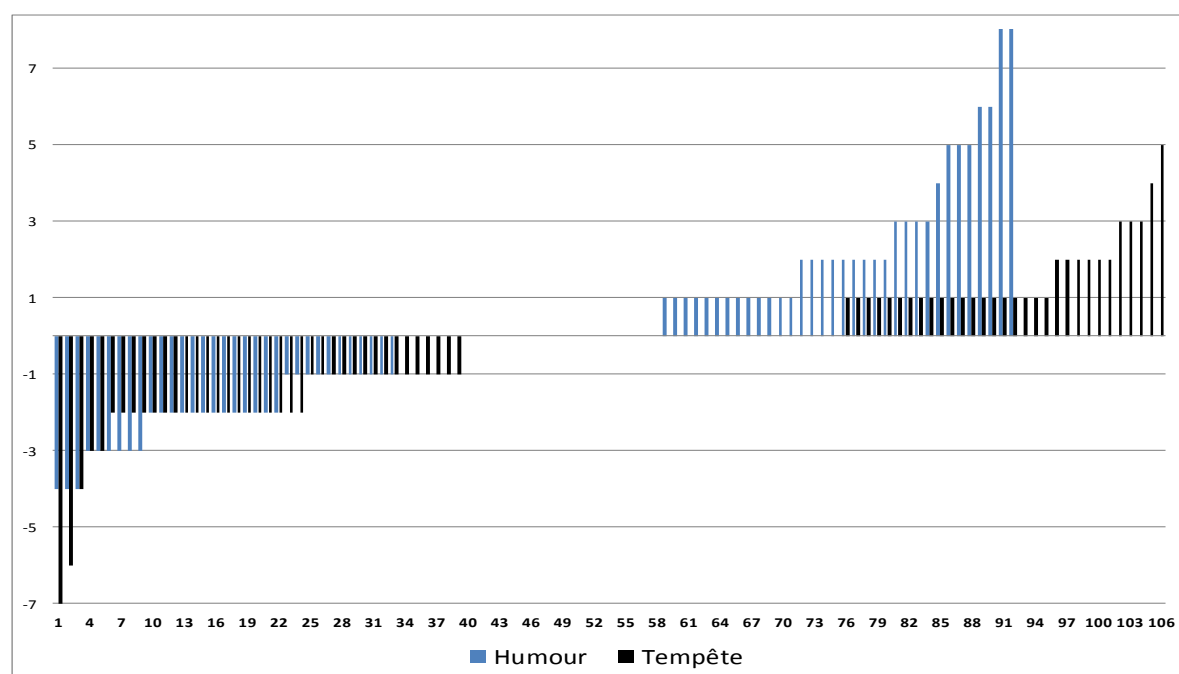
De façon à préciser les résultats nous avons calculé pour chaque enquête, le différentiel d'adhésion à la relocalisation avant et après la présentation du visuel en fonction du type de visuel. On observe un impact positif plus fort dans le cas de la communication humoristiques (37% contre 29% pour le visuel angoissant). La distribution graphique de ces écarts témoigne aussi de la présence d'écart plus important pour la communication humoristique.

Tableau 28 : Ecart d'adhésion à la relocalisation en fonction des types de messages

	Humour		Tempête	
	Nbr	%	Nbr	%
Ecart positif	34	37%	31	29%
Ecart négatif	33	36%	39	37%
Aucun écart (neutre)	25	27%	36	34%
Total	92	100%	106	100%

Source : enquête LAMETA 2015

Figure 2 : Distribution des écarts d'adhésion à la relocalisation en fonction des types de messages



Source : enquête LAMETA 2015

Tableau 29 : Perception de l'efficacité des visuels selon les types de message

	Humour		Tempête	
	Nbr	%	Nbr	%
Très efficace	9	10%	33	31%
Moyennement efficace	49	53%	42	40%
Sous total	58	63%	75	71%
Peu efficace	17	18%	19	18%
Pas du tout efficace	17	18%	12	11%
Total	92	100%	106	100%

Source : enquête LAMETA 2015

Tableau 30 : Type de sentiments ressentis face au visuel humoristique

	Choix 1		Choix 2		Moyenne	
	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%
Bouleversé	5	5%	3	3%	8	4%
Effrayé	9	10%	1	1%	10	5%
Perturbé	9	10%	7	8%	16	9%
Apeuré		0%	3	3%	3	2%
Irritable	3	3%	4	4%	7	4%
Sous total	26	28%	18	19%	44	24%
Attentif	22	24%	29	32%	51	28%
Intéressé	32	35%	8	9%	40	22%
Actif		0%	2	2%	2	1%
Vigilant	9	10%	18	20%	27	15%
Déterminé	3	3%	2	2%	5	3%
Sous total	66	72%	59	65%	125	69%
Ne sais pas	0	0%	15	16%	15	7%
Total	92	100%	92	100%	184	100%

Source : enquête LAMETA 2015

Tableau 31 : Type de sentiments ressentis face au visuel angoissant

	Choix 1		Choix 2		Moyenne	
	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%
Bouleversé	2	2%	9	8%	11	5%
Effrayé	27	25%	3	3%	30	14%
Perturbé	14	13%	6	6%	20	9%
Apeuré	5	5%	6	6%	11	5%
Irritable	3	3%	6	6%	9	4%
Sous total	51	48%	30	28%	81	38%
Attentif	25	23%	18	17%	43	20%
Intéressé	20	19%	9	8%	29	14%
Actif	2	2%	3	3%	5	2%
Vigilant	5	5%	23	22%	28	13%
Déterminé	3	3%	1	1%	4	2%
Sous total	55	52%	54	51%	109	51%
Ne sais pas	0	0%	22	21%	22	10%
Total	106	100%	106	100%	212	100%

Source : enquête LAMETA 2015

Tableau 32 : Comparaison des sentiments ressentis en fonction des types de visuel

	Choix 1	Choix 2	Moyenne
Total inquiétant			
Humour	28%	20%	24%
Tempête	48%	28%	38%
Total attention			
Humour	72%	64%	68%
Tempête	52%	51%	51%

Source : enquête LAMETA 2015

Tableau 33 : Synthèse des niveaux d'émotion éprouvés en fonction des types de communication

	Humour					Tempête				
	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
Plaisir déplaisir	21	24	31	11	5	35	37	31	2	1
Moyenne	2					2				
Calme Enervement	17	21	31	14	9	12	15	48	19	12
Moyenne	2,8					3				
Impuissance Contrôle	48	21	11	8	4	46	25	23	9	3
Moyenne	2					2				

Source : enquête LAMETA 2015

4.7. Niveau de proximité par rapport aux questions environnementales et à leur quartier

Près des trois quart des enquêtés, n'a aucun lien professionnel avec les thèmes abordés par l'enquête et n'appartiennent à aucune association.

Tableau 34 : Liens professionnels des enquêtés avec les thèmes suivants

	Nb	%
Tourisme	15	8%
Environnement	14	7%
Gestion risque	8	4%
Mer	6	3%
Plusieurs	2	2%
Aucun	153	77%
Total	198	100%

Source : enquête LAMETA 2015

Tableau 35 : Distribution des enquêtés en fonction de leur participation à des associations

	Associations de quartier		Associations communales	
	Nb	%	Nb	%
Non	175	88%	157	79%
Oui	23	12%	41	21%
Total	198	100%	198	100%

Source : enquête LAMETA 2015

Plusieurs questions visaient à appréhender leur engagement vis-à-vis des associations caritatives ou des questions environnementales. Si les pratiques de dons à des associations concernent près des trois quart des enquêtés (76%), ils sont moins nombreux à effectuer des dons au resto du cœur ou et encore moins nombreux à avoir déjà signé une pétition environnementales (32%). Cependant au niveau de leurs pratiques quotidiennes, la quasi-totalité des enquêtés sont sensibles aux économies d'eau ou d'énergie et pour plus de la moitié (57%), ils ont déjà proposé de donner leur sang

Tableau 36 : Engagement vis-à-vis des associations caritatives ou environnementales

	Dons à des associations		Dons aux restaurants du cœur		Signature d'une pétition environnementale	
Non	49	25%	96	49%	135	68%
Oui	92	47%	50	25%	63	32%
Quelques fois	57	29%	52	26%	0	0%
Total	198	100%	198	100%	198	100%

Source : enquête LAMETA 2015

Tableau 37 : Pratiques de solidarité et de protection de l'environnement

		Lumière		Eau		Dons du sang	
Non		3	2%	3	2%	85	43%
Oui		185	93%	180	91%	113	57%
Quelques fois		10	5%	15	8%	0	0%
Total		198	100%	198	100%	198	100%

Source : enquête LAMETA 2015

5. Discussion

Les premiers traitements descriptifs ont été réalisés, mais l'exploitation de l'enquête n'est pas terminée. Quelques pistes apparaissent néanmoins qui confirment l'intérêt de cette approche combinant une approches de l'impact de la communication sur les émotions avec les variables plus traditionnelles d'étude des perceptions. Ainsi la figure 3 résume les interactions dont nous souhaitons tester l'importance

Concernant les relations homme nature, notre échantillon est majoritairement sensible au fait que les plages font partie de notre patrimoine naturel et qu'elles doivent être préservées pour les générations à venir (moyenne de 9,5 sur 10). Cette volonté de patrimonialisation des plages peut être mise en relation avec les scores largement positifs obtenus concernant les valeurs environnementales appréhendées à partir d'un sous ensemble des questions de l'enquête NEP (Dunlap et al. 2000, traduite par Schleyer-Lindenmann et al., 2014). On note en effet une forte adhésion au fait que

- (i) « Quand les êtres humains essaient de changer le cours de la nature cela produit souvent des conséquences désastreuses » (90%)
- (ii) « l'équilibre de la nature est très fragile et facilement perturbé » (87%),
- (iii) « Les êtres humains ont le droit de modifier l'environnement selon leurs besoins » (80% de pas d'accord ou pas d'accord du tout))
- (iv) « si les choses continuent au rythme actuel nous allons bientôt vivre une catastrophe naturelle majeure » (78%),

L'accord avec les deux autres affirmations est légèrement moins partagé

- (v) « Les êtres humains ont été créés pour gouverner le reste de la nature » (72% de pas d'accord ou pas d'accord du tout)
- (vi) « La prétendue crise écologique qui guette le genre humain a été largement exagérée » (63% de pas d'accord ou pas d'accord du tout)

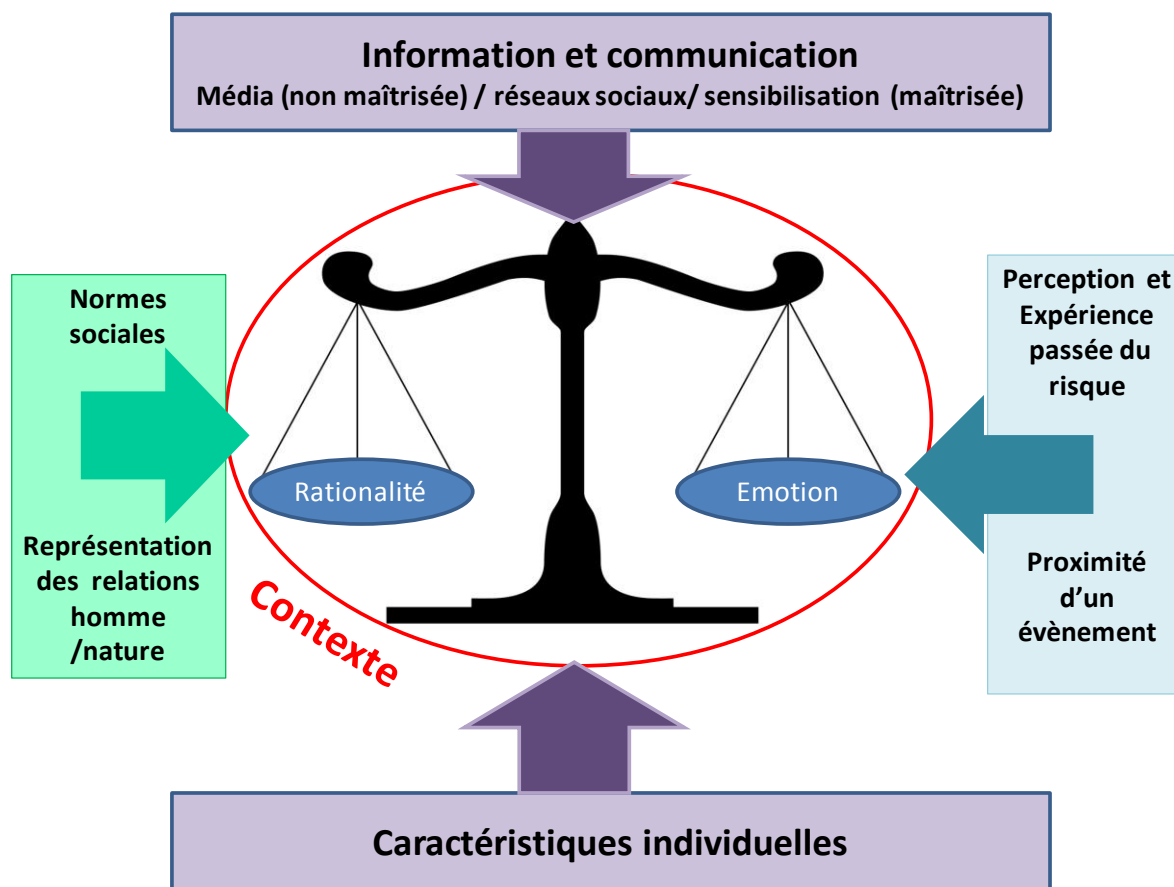


Figure 3 : Identification des facteurs déterminant des perceptions individuelles

Enfin par rapport aux risques de submersion ces éléments doivent être relativisés par le fait que près de la moitié de notre échantillon est d'accord avec le fait qu'il existe une surévaluation de l'inquiétude par rapport à la montée du niveau de la mer (52%) ou au futur de l'environnement (44%). De même par rapport au risque de montée du niveau de la mer on note que 20% de l'échantillon sont climato-sceptiques (montée non importante et donc inutile de s'en préoccuper, ou prévisions non prouvées) et que 10% ne savent pas que penser.

Au niveau de la confiance dans les institutions on observe que les enquêtés sont surtout sensibles à la compétence technique (58% des premier choix et 36 % en moyenne des deux premiers choix) et dans une moindre mesure à la transparence (16% des premier choix et 18 % en moyenne des deux premiers choix) et surtout à l'existence d'une concertation avec 34% au 2ème choix (12% des premier choix et 21 % en moyenne des deux premiers choix). Dans les faits ils sont très peu satisfaits des mesures actuellement mises en œuvre pour lutter contre la submersion avec un taux de satisfaction moyen de 3,9 pour la concertation avec la population, 4,6 pour l'efficacité des mesures réalisées, 5 pour la compétence des institutions et 5,1 pour le fait que les mesures soient menées dans l'intérêt collectif. De même ils sont peu convaincus que les risques côtiers soient intégrés dans les politiques d'urbanisme (moyenne de 4,4).

Les mesures de relocalisation sont relativement assez bien acceptées, avec près de la moitié des enquêtés qui ont une vision positive de ces mesures (pour 27% elles constituent un espoir et pour 16% une opportunité), contre 34% qui pensent qu'elles constituent un préjudice ou une menace et 23% pour qui elles représentent une utopie. Les relocalisations sont perçues comme étant une action courageuse pour les élus par 59% des enquêtés. Cependant, ils ne sont que 19% à être totalement

d'accord avec le fait qu'il faille délocaliser les maisons dans les zones les plus exposées tandis que 49% donnent une note entre 5 et 9 à cette question. Leur perception de l'efficacité de cette mesure est mitigée avec une moyenne de 6,1 et 62% qui pensent que les relocalisations ne permettront pas d'atteindre les objectifs escomptés. On note que seulement 51% pensent que ce serait une opportunité pour l'emploi dans le bâtiment et les travaux publics et qu'ils sont que 38% à penser que la relocalisation constitue une opportunité pour repenser la ville. Pour près de la moitié (47%) ils sont d'accord avec le fait qu'il serait vain de soutenir la relocalisation si ceux qui sont aussi concernés ne font pas de même, proportion qui est à rapprocher du sentiment que les enquêtés ont quant au fait que leur préférence individuelles concernant les méthodes de gestion de la submersion concordent avec celles des autres habitant (moyenne 5,1) et avec celles des élus (moyenne 4,5).

Concernant l'information, on note en premier lieu que les enquêtés assez peu satisfaits de l'information qui est donnée par le pouvoirs publics que ce soit au sujet des mesures d'adaptation alternatives (moyenne de 4), des coûts ou de l'efficacité des mesures (moyenne de 4,1) ou enfin de la probabilité du risque (moyenne de 4,5). C'est majoritairement (84%) dans les scientifiques que les enquêtés ont le plus confiance quant aux sources d'information sur le risque de montée du niveau de la mer tandis qu'en deuxième choix on note que ce sont les associations environnementales (37%) et les communes (26%) qui sont choisies.

Notre hypothèse concernant l'efficacité plus grande des formats de communication humoristique que ceux angoissants, est pour partie vérifiée en même temps que les faibles différences de score entre les questions posées (avant et après avoir montré le visuel) s'avèrent en moyenne négligeables. Si les moyennes changent peu, l'analyse de la distribution des écarts montre un effectif plus important et des écarts plus forts pour la communication fondée sur l'humour. Néanmoins notre enquête tend à montrer que la simple présentation d'un document avec une photo évocatrice ne conduit pas à un changement d'avis significatif concernant l'adhésion à la relocalisation ou le caractère courageux pour un maire de se lancer dans ce type de politique. Par contre l'effet est plus sensible pour la volonté de participer au financement d'action de protection du littoral même si par contre on n'observe pas de différence selon que le contenu de la communication est fondé sur l'humour ou la peur. Cependant l'impact des formes de communication est plus marqué quand on analyse le regroupement lexical des termes donnés les termes donnés librement à la question : « qu'est-ce qui vous vient à l'esprit quand vous voyez ce dépliant ? ». On note en effet que la communication basée sur l'humour renvoie plus souvent à des termes qui relèvent d'un sentiment d'attention et de vigilance tandis que les photos de tempête sont plus souvent associées à de la peur avec des termes tels que « effrayés » ou « apeurés ». Cette dernière mène également à une baisse de l'intérêt et de la vigilance. Par contre au niveau de l'évaluation des trois émotions : plaisir/déplaisir, calme/énervement et sentiment d'impuissance ou de contrôle on ne note pas en première analyse de différence significative dans les moyennes observées entre les photos humoristiques ou effrayantes.

Conclusion

Rappelons que tous ces éléments sont des premiers résultats qui vont être approfondis et validés par des traitements plus poussés. Deux stagiaires vont être mobilisées pendant des périodes de respectivement 2 mois et 3 mois pour approfondir les traitements croisés et l'analyse des émotions. Néanmoins, ce projet visait à tester le questionnaire et sur cette base une nouvelle enquête en ligne a été réalisée au mois de décembre à l'échelle de l'ensemble des communes littorales sur un financement interne de l'université de Montpellier. Pour l'instant 738 personnes ont été interrogées mais un complément d'enquête (entre 50 et 80 personnes supplémentaires) devrait être réalisé au cours du mois de mars 2016.

Bibliographie

Blanc N. Vidal J., 2009. Publicité et Psychologie, Paris, Éditions.

Blanc N, Brigaud E., 2013. Pourquoi ne pas rire de ce qui nous fait peur ? L'humour, une stratégie efficace pour communiquer en santé publique. In N. Blanc, Publicité et Santé : Des liaisons dangereuses ? Le point de vue de la psychologie, 47-80, Paris.

Campo S., Askelson N. M., Spies E. L., Boxer C., Scharp K. M., Losch M. E., 2013. Wow that was funny: The value of exposure and humor in fostering campaign message sharing, *Social Marketing Quarterly*, 19, 2, 84-96.

Dunlap R. E., Van Liere K. D., Mertig A. G., Jones, R. E., 2000. Measuring endorsement of the New Ecological Paradigm : A revised NEP scale. *Journal of Social Issues*, 56(3), 425–442.

French P. W., 2006. Managed realignment - The developing story of a comparatively new approach to soft engineering, *Estuarine Coastal and Shelf Sciences*, 67, 409-423,

Hurlimann A., Barnett J., Fincher R., Osbaldiston N., Mortreux C. et Graham S., 2014. Urban planning and sustainable adaptation to sea-level rise, *Landscape and Urban Planning*, 126, 84-93,

MEDDE (Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie), 2012. Stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte - Vers la relocalisation des activités et des biens, 19p, <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Strategie-nationale-de-gestion.html>.

Myatt L. B., Scrimshaw M. D. et Lester J. N., 2003. Public perceptions and attitudes towards a forthcoming managed realignment scheme: Freiston Shore, Lincolnshire, UK, *Ocean & Coastal Management*, 46, 6-7, 565-582,

Schleyer-Lindenmann A., Dauvier B., Ittner H., M. Piolat M., 2014. Mesure des attitudes environnementales : analyse structurale d'une version française de la NEPS (Dunlap et al., 2000). *Psychologie française*, in press.

Ruiter R. A. C., Abraham C., Kok G., 2001. Scary warnings and rational precautions: A review of psychology of fear appeals, *Psychology and Health*, 16, 613-630.

Witte K., Allen M., 2000. A meta-analysis of fear appeals: Implications for effective public health campaigns, *Health Education and Behavior*, 27, 591-615.

ANNEXE 1 : Liste des personnes rencontrées lors de l'enquête exploratoire

Communes	Date	Statut	Type d'entretien	Durée de l'entretien
Fleury d'Aude	30/04/15	Adjoint du DGS	Face à face	20 minutes
Aimargues	06/05/15	Chargé de l'urbanisme		20 minutes
Bessan	07/05/15	DGS		1 heure
Lunel	12/05/15	Chargé de l'urbanisme		30 minutes
Caylar	13/05/15	Elus		20 minutes
SMAGE des Gardons	18/05/15	Directeur adjoint	Téléphonique	30 minutes
CC de Sommières	02/06/15	Responsable affaires sociales et l'habitat		1 heure
Sommières	29/05/15	Restaurateur	Face à face	1 heure
Sommières	29/05/15	Retraité		10 minutes
Sommières	29/05/15	Employée		10 minutes

ANNEXE 2 : Questionnaire



EID MÉDITERRANÉE
OPÉRATEUR PUBLIC EN ZONES HUMIDES



N° de questionnaire

Ville :

Quelle est votre commune de résidence : Code Postal : _____

Dans quelle proportion la proximité de la mer a influencé le choix de votre logement ?
Donnez une note de 0 à 10

Habitez-vous dans un quartier à proximité de la plage et de la mer? OUI/NON

Depuis combien d'année résidez-vous dans ce quartier ? _____

A) PERCEPTION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Que pensez-vous des réflexions suivantes :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Je ne sais pas
A1. Les gens s'inquiètent trop quant au futur de l'environnement					
A2. Les gens s'inquiètent trop quant à la montée du niveau de la mer					

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Je ne sais pas
A4. Les êtres humains ont le droit de modifier l'environnement naturel selon leurs besoins					
A5. Quand les êtres humains essaient de changer le cours de la nature cela produit souvent des conséquences désastreuses					
A8. La prétendue crise écologique qui guette le genre humain a été largement exagérée					
A9. Les humains ont été créés pour gouverner le reste de la nature					
A11. Si les choses continuent au rythme actuel nous allons bientôt vivre une catastrophe écologique majeure.					
A10. L'équilibre de la nature est très fragile et facilement perturbé					

B) PERCEPTION DES RISQUES DE SUBMERSION
--

Que pensez-vous des réflexions suivantes faites par des habitants locaux ?

Totalement d'accord	Tout à fait d'accord		Plutôt d'accord		Plutôt pas d'accord		Pas du tout d'accord		Totalement opposé
10	9	8	7	6	5	4	3	2	1

	Votre note de 1 à 10
B1. On ne peut pas lutter contre la montée du niveau mer	
B2. On pourrait vivre dans des maisons sur pilotis	

B3. Que pensez-vous du risque de montée du niveau de la mer pour le Languedoc-Roussillon ?

(Cocher 1 seule réponse)

☐	Il va falloir l'envisager dans les dix ans à venir
☐	Il va falloir l'envisager mais après ces dix ans
☐	La montée ne sera pas importante et donc c'est inutile de s'en préoccuper
☐	Les prévisions ne sont pas prouvées
☐	Ne sais pas

B4. Que craignez-vous personnellement d'une fréquence accrue des submersions marines ?

Choisir les deux items qui vous paraissent prioritaires	Choix prioritaire N°1	Choix prioritaire N°2
Aucun je ne suis pas exposé		
Risque pour votre vie et votre famille		
Possibilité de dépression ou de stress		
Perte de valeur immobilière de mon habitation		
Dégât importants à votre habitation, équipements, véhicule		
Coupure d'eau ou d'électricité		
Nuisances liées au nettoyage		
Augmentation des cotisations d'assurance		
Augmentation des impôts à moyen terme		

B5. Etes-vous sensible aux alertes rouges de la météo? **(Cocher 1 seule réponse)**

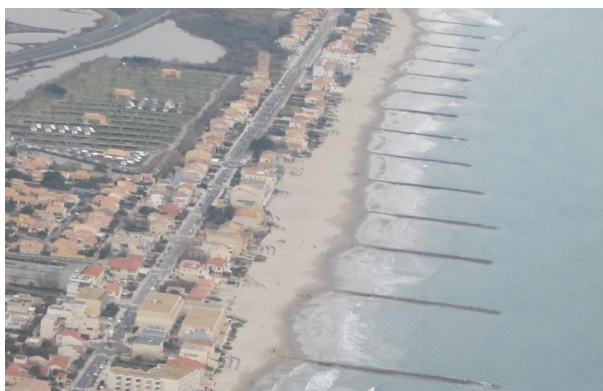
☐	Non
☐	Oui, j'y suis attentif(ve) mais je ne change pas mes habitudes
☐	Oui, j'y suis attentif(ve) et j'en tiens compte dans mon comportement
☐	Oui, j'écoute régulièrement et je suis très angoissé(e)

B6. Est-ce que en situation d'alerte rouge vous cherchez activement de l'information par exemple en consultant le site de météo France ? **Oui /Non**

C) POLITIQUES DE RELOCALISATION

Actuellement les politiques menées pour la gestion de l'érosion et de la submersion sur le littoral consistent à construire des épis ou des brises lames et à recharger les plages en sable.

Epis



Brise lame



Rechargement



A moyen terme (après 2050) la montée du niveau de la mer va entraîner une submersion des zones basses et une augmentation de la violence des tempêtes du fait du niveau d'eau supplémentaire.

De ce fait, il est envisagé de mettre en place des mesures de relocalisation des routes et/ou d'habitations en front de mer qui sont les plus menacées.

L'intérêt de ces mesures est de réduire les pertes matérielles, les dangers physiques et la dégradation de l'environnement

C1. Quel type de politique-trouvez-vous le plus approprié pour s'adapter à cette montée du niveau de la mer ? **(Cocher 1 seule réponse)**

☐	Construction de digues
☐	Brises lames pour réduire la force des vagues
☐	Relocalisation des routes et des maisons
☐	Mise en place de maison sur pilotis

C2. Des mesures de relocalisation seraient : **(Cocher 1 seule réponse)**

☐	Une utopie
☐	Une opportunité
☐	Un espoir
☐	Un préjudice
☐	Une menace, inévitable

Pensez-vous que ?	Votre note de 1 à 10
C3. Les autres habitants partagent la même opinion que vous par rapport à la politique à mettre en place ?	
C4. Les décideurs publics partagent aussi la même opinion que vous ?	

C5. Etes-vous pour la relocalisation des habitations les plus menacées par le risque submersion?

Totalement d'accord	Tout à fait d'accord		Plutôt d'accord		Plutôt pas d'accord		Pas du tout d'accord		Totalement opposé
10	9	8	7	6	5	4	3	2	1

C6. Trouvez-vous courageux pour un élu de se lancer dans une politique de relocalisation ?

Totalement d'accord	Tout à fait d'accord		Plutôt d'accord		Plutôt pas d'accord		Pas du tout d'accord		Totalement opposé
10	9	8	7	6	5	4	3	2	1

C7. Pensez-vous que votre habitation pourrait être concernée par une relocalisation ? OUI/NON

D. CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

D1. Quels sont les critères importants qui justifient que vous fassiez plutôt confiance à une institution plutôt qu'à une autre **Choisir les deux items qui vous paraissent prioritaire**

	Choix prioritaire N°1	Choix prioritaire N°2
Compétences techniques		
Crédibilité et fiabilité		
Proximité avec les élus		
Transparence des choix		
Justice des mesures		
Possibilité de concertation		

Que pensez-vous des politiques qui ont été menées jusqu'à présent pour les risques littoraux ?

Totalement d'accord	Tout à fait d'accord		Plutôt d'accord		Plutôt pas d'accord		Pas du tout d'accord		Totalement opposé
10	9	8	7	6	5	4	3	2	1

	Note de 1 à 10
D2. Ces politiques sont efficaces	
D3. Elles sont menées dans l'intérêt collectif	
D4. Les institutions qui les mettent en œuvre sont compétentes	
D5. Elles sont concertées avec la population	
D6. Les risques côtiers sont bien intégrés dans les politiques d'urbanisation	
D7. Les pouvoirs publics ont tendance à distordre les faits pour appuyer leur politique	
D8. Le financement public pour l'adaptation au risque de submersion est juste	

Êtes-vous d'accord avec le fait que les pouvoirs publics informent suffisamment la population à propos des thèmes suivants ?

	Votre note de 1 à 10
D9. Les mesures alternatives	
D10. Les coûts	
D11. La probabilité de risque	
D12. L'efficacité des mesures	

E. PERCEPTION GLOBALE

Etes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?

Totalement d'accord	Tout à fait d'accord		Plutôt d'accord		Plutôt pas d'accord		Pas du tout d'accord		Totalement opposé
10	9	8	7	6	5	4	3	2	1

	Note de 1 à 10
E1. Les plages font partie de notre patrimoine naturel et elles doivent être préservées pour les générations à venir	
E2. Je pense qu'il est inutile de chercher à anticiper, il vaut mieux laisser faire et s'adapter au fur et à mesure	

E3. Je pense que la relocalisation ne permettra pas d'atteindre les objectifs escomptés	
E4. Il est inutile de protéger les plages car tôt ou tard elles seront submergées par la mer	
E5. On ne peut pas relocaliser tous les enjeux cela coûterait trop cher	
E6. La relocalisation créerait des emplois dans le bâtiment et les travaux publics	
E7. La relocalisation serait une opportunité pour repenser la ville	
E8. Je suis prêt à payer plus d'impôts pour financer la politique de relocalisation	
E9. Je suis prêt à payer plus d'impôts pour protéger le littoral	
E10. Il est vain que je soutienne la relocation si ceux qui sont aussi concernés ne font pas de même	
E11. Cela coûte trop cher d'agir pour protéger le littoral	

F) COMMUNICATION

F1. Dans l'appréciation du risque sur la montée du niveau de la mer, vous faites plutôt confiance
(Cocher en fonction des priorités)

	Priorité N°1	Priorité N°2	Priorité N°3
Aux scientifiques			
À vos connaissances			
À votre entourage			
Aux médias			
Aux informations données par votre commune			
Aux associations environnementales			
Autre : Précisez : _____			

F2. Avez-vous participé à des réunions publiques concernant ce risque sur la commune ? Oui/ Non

F3. Avez-vous recherché des informations sur les risques de submersion ? Oui/ Non

Présentation 1° visuel par l'enquêteur //		N° Questionnaire
T	H	

F4. Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit quand vous voyez ce dépliant ?

F5. Etes-vous pour la relocalisation des habitations les plus menacées par le risque submersion?

Totalement d'accord	Tout à fait d'accord		Plutôt d'accord		Plutôt pas d'accord		Pas du tout d'accord		Totalement opposé
10	9	8	7	6	5	4	3	2	1

F6. Trouvez-vous courageux pour un élu de se lancer dans une politique de relocalisation ?

Totalement d'accord	Tout à fait d'accord		Plutôt d'accord		Plutôt pas d'accord		Pas du tout d'accord		Totalement opposé
10	9	8	7	6	5	4	3	2	1

F7. Etes-vous prêt à payer plus d'impôts pour financer la politique de relocalisation ?

Totalement d'accord	Tout à fait d'accord		Plutôt d'accord		Plutôt pas d'accord		Pas du tout d'accord		Totalement opposé
10	9	8	7	6	5	4	3	2	1

F8. Est-ce que le document vous paraît efficace pour motiver les citoyens à opter pour une politique de relocalisation ?

☐	Très efficace
☐	Moyennement efficace
☐	peu efficace
☐	pas du tout efficace

F9. Pourquoi ?

F10. Quel type de document auriez-vous trouvé plus efficace ?

F11. Comment vous sentez-vous face à ce dépliant ? Quel est votre ressenti ?

- | | |
|---------------------------------------|--|
| ☐ Effrayé(e) | ☐ Attentif (ve) |
| ☐ Intéressé(e) | ☐ Apeuré(e) |
| ☐ Perturbé(e) | ☐ Irritable |
| ☐ Déterminé(e) | ☐ Vigilant(e) |
| ☐ Actif (ve) | ☐ Bouleversé(e) |

F12. Entourez, sur chaque échelle, le personnage qui représente le mieux votre sentiment face à ce dépliant

Three horizontal scales for sentiment measurement. Each scale has five cartoon figures with different facial expressions. The first scale is labeled "Déplaisir - Plaisir". The second scale is labeled "Calme - Enervé". The third scale is labeled "Impuissance - Contrôle de la situation".

Montrer le 2° document

F13. Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit quand vous voyez ce second dépliant ?

F14. Est-ce que cet autre document vous paraît efficace pour motiver les citoyens à opter pour une politique de relocalisation ?

☐	Très efficace	☐	Peu efficace
☐	Moyennement efficace	☐	pas du tout efficace

F15. Pourquoi ?

F16. Comment vous sentez-vous face à cet autre dépliant ? Quel est votre ressenti ?

- | | |
|---------------------------------------|--|
| ☐ Effrayé(e) | ☐ Attentif (ve) |
| ☐ Intéressé(e) | ☐ Apeuré(e) |
| ☐ Perturbé(e) | ☐ Irritable |
| ☐ Déterminé(e) | ☐ Vigilant(e) |
| ☐ Actif (ve) | ☐ Bouleversé(e) |

F17. Entourez, sur chaque échelle, le personnage qui représente le mieux votre sentiment face à ce second dépliant

Three horizontal scales for sentiment measurement. Each scale has five stick figures with different facial expressions. The first scale is labeled "Déplaisir - Plaisir". The second scale is labeled "Calme - Enervé". The third scale is labeled "Impuissance - Contrôle de la situation".

G) PROFIL SOCIODEMOGRAPHIQUE

G1. Sexe de la personne interrogée : ☐ Homme ☐ Femme

G2. Quel est votre année de naissance ? 19|__| |__|

G3. Quelle est votre commune de naissance ? : noter le code postal _____

G4. Êtes-vous :

☐ Marié(e), Paxé(e), ou en concubinage ☐ Célibataire, Veuf(ve) ou Divorcé(e)

G5. Etes-vous ? ☐ Propriétaire ☐ Locataire

G6. Depuis combien d'années vivez-vous dans cette maison ou appartement ? _____

G7. Etes ce que selon les circonstances vous pourriez envisager de déménager ?

☐	Non jamais
☐	Uniquement dans des circonstances exceptionnelles Donnez un exemple _____
☐	Peut être
☐	Surement

G8. Avez-vous de la famille dans le quartier où vous résidez ? Oui/Non

G9. Avez-vous des amis que vous voyez souvent dans le quartier où vous résidez ?

- ☐ Aucun ☐ Quelques amis (4 à 5) ☐ Nombreux amis (5 à 10) ☐ Très nombreux amis (> 10°)

G10. Quelle est votre CSP ?

☐	Agriculteur	☐	Ouvrier
☐	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	☐	Chômeur
☐	Cadres et professions supérieures	☐	Étudiant/scolaire
☐	Professions intermédiaires	☐	Retraité
☐	Employé	☐	Autre : précisez

G11 Quel est votre niveau d'études le plus élevé ? **Cochez la case correspondante**

☐	Aucun	☐	BEP-CAP	☐	BAC	☐	BAC +2	☐	BAC + 3 ou 4	☐	BAC + 5 et plus
--------------------------	-------	--------------------------	---------	--------------------------	-----	--------------------------	--------	--------------------------	--------------	--------------------------	-----------------

G12. Avez-vous voté aux dernières élections municipales ? ☐ Oui ☐ Non

G13. Où vous situez-vous politiquement sur l'axe suivant ?

Gauche**Droite**

- 1 ○ 2. ○ 3 ○ 4 ○ 5 ○ 6 ○ 7 ○ 8 ○ 9 ○ 10
○ 11. Sans opinion ○ 12. Ne sais pas

G14. Etes-vous membre d'une association dans la commune ? ☐ Plusieurs ☐ Une ☐ AucuneG15. Faites-vous partie d'une association de quartier ? ☐ Oui ☐ NonG16. Avez-vous déjà signé une pétition pro-environnementale ? ☐ Oui ☐ NonG17. Eteignez-vous la lumière en sortant d'une pièce ? ☐ Oui ☐ quelques fois ☐ NonG18. Faites-vous attention aux économies d'eau ? ☐ Oui ☐ quelques fois ☐ NonG19. Faites-vous des dons à une association ou une œuvre ? ☐ Oui ☐ quelques fois ☐ NonG20. Faites-vous des dons au resto du cœur ? ☐ Oui ☐ quelques fois ☐ NonG21. Avez-vous déjà proposé de donner votre sang ? ☐ Oui ☐ Non

G22. Est-ce que votre activité professionnelle est ou était liée.

☐	Au tourisme	☐	A la gestion des risques
☐	A la mer	☐	A l'environnement
☐ Aucun de ces domaines			

G23 Quelles sont les ressources mensuelles **totales** de votre ménage (**y compris les allocations familiales, loyers perçus...**) ?

☐	<750	☐	750 à 1.000 €	☐	De 1.000 à 1.500 €	☐	De 1.500 à 2.000 €
☐	De 2.000 à 3.000 €	☐	De 3.000 à 4.500 €	☐	> 4.500 €		